

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(69)469

Vol. 1969/0018

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le 5/2/69

Secrétariat Général
SEC (69) 469

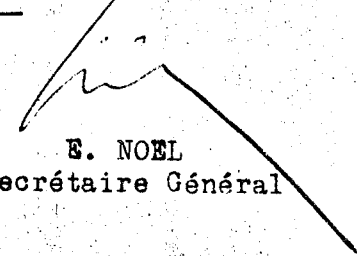
NOTE A L'ATTENTION DE : M. le Président REY

Objet: Elaboration d'un projet de réponse à la question écrite n° 306/68
posée par M. KRIEDEMANN

Le Secrétariat Général a l'honneur de vous transmettre sous ce pli
la question écrite n° 306/68 posée par M. KRIEDEMANN relative à la supranationalité des Communautés.

Aux fins de transmission aux Membres de la Commission en vue de son
adoption, je vous serais obligé de bien vouloir faire établir un projet de
réponse à cette question écrite.

La réponse devant être transmise au Parlement Européen au plus tard le
3 mars 1969 et compte tenu du temps nécessaire à l'accomplis-
sment des procédures d'usage, je vous serais reconnaissant de faire parvenir
votre réponse au Secrétariat Général (à l'attention de M. SCHWED, bureau 2/20,
tél. 2375) si possible avant le mardi 18 février 1969.


E. NOEL
Secrétaire Général

P.J.

Copie à:

Secrétariat Général
Service juridique
Cabinet du Président

Pour information

MM. les Directeurs généraux
MM. les Chef de Cabinet

PARLEMENT EUROPÉEN

Question écrite n° 306/68

de M. Kriedemann

à la Commission

des Communautés européennes

Objet : Supranationalité des Communautés

Le 10 décembre 1968, M. Barre, vice-président des Communautés européennes, a exposé devant un large auditoire son opinion personnelle - qu'il a incontestablement le droit d'avoir - entre autres sur le caractère supranational des Communautés.

D'après le texte qui a été diffusé par le Cabinet de M. le vice-président, M. Barre estime

- que, dans l'organisation de la Communauté, le problème de la supranationalité ne se pose pas en fait,
- qu'il ne s'agit, en l'espèce, que de "l'expression d'un conflit idéologique qui a sévi au cours des années cinquante", d'un "combat pour ou contre les moulins à vent de la supranationalité",
- que les traités de Rome eux-mêmes, mais aussi l'application qui en a été faite jusqu'ici, confirment que les Etats signataires ont préservé leur liberté d'action,
- qu'aucun Etat membre n'est disposé actuellement à accepter une Communauté supranationale, parce qu'aucun gouvernement n'accepterait de se soumettre à la décision d'un organe supranational pour le règlement d'une question qu'il juge particulièrement importante pour son pays,
- qu'une organisation supranationale ne peut pas fonctionner, et que "tout le monde le sait", même "si des déclarations fracassantes affirment le contraire".

M. Barre, vice-président de la Commission des Communautés européennes, déclare encore qu'à son avis, lorsque les organes de la Communauté respectent les "règles du jeu", le problème des décisions majoritaires ou de l'unanimité n'a pas l'importance "quasi théologique" qu'on lui attribue. En outre, il ne désigne pas le Conseil de ministres du nom d'organe communautaire, mais dit à son propos qu'il groupe les représentants des Etats membres, alors qu'il ne mentionne même pas le Parlement européen. En revanche, il déclare formellement que les organes communautaires auxquels il fait allusion - le Conseil et la Commission - ne "sauraient menacer ni compromettre la responsabilité éminente des Etats".

Eu égard, d'une part, à la responsabilité particulière qu'attribue le traité à la Commission en ce qui regarde l'évolution de la Communauté, d'autre part, au fait qu'un autre membre de la Commission a défendu un point de vue personnel différent - M. Colonna di Paliano dans le discours qu'il a prononcé le 10 janvier 1969 à Hannovre (1) - et surtout à la crise aiguë dans laquelle se trouve la Communauté depuis la réunion extraordinaire tenue par le Conseil à Luxembourg les 29 et 30 janvier 1966, l'auteur de la présente question est d'avis qu'il est particulièrement urgent que la Commission des Communautés européennes fasse connaître sa position sur les questions susmentionnées, qui sont d'une importance décisive pour l'essence de la Communauté et pour ses chances d'avenir.

(1) "En ce qui concerne le problème du développement industriel, il conviendrait de reconnaître que, dans ce contexte, la supranationalité n'est pas un fétiche mais une méthode. Il y a la méthode "inter-étatique" et il y a la méthode communautaire. La Communauté ne peut fonctionner par la méthode inter-étatique.

Le Conseil ne se conforme pas aux dispositions du traité lorsqu'il évite les décisions majoritaires là où la procédure est applicable. Ce faisant, en effet, il incite les Etats membres à donner leur voix, en telle occasion, pour avoir celle des autres Etats membres en telle autre, faisant ainsi dépendre toutes les questions les unes des autres."

1. La Commission se rallie-t-elle aux points de vue de son vice-président, M. Barre, en ce qui regarde l'importance de la supranationalité et de la procédure de vote ?
2. Approuve-t-elle par là le résultat pratique de la session du Conseil de Luxembourg et tient-elle ce résultat - tel qu'il a été mis en oeuvre depuis lors par le Conseil - pour compatible avec l'esprit du traité et les nécessités de la Communauté ?
3. Au cas où la Commission tiendrait ne fût-ce que pour discutable le point de vue défendu par son vice-président, comment définit-elle son rôle, particulièrement vis-à-vis du Conseil considéré comme une assemblée de représentants de gouvernements, qui, selon M. Barre, ne sont pas disposés à subordonner des intérêts nationaux qu'ils estiment essentiels, aux intérêts communautaires qui doivent décider de la politique de la Communauté ?
4. Que pense la Commission des répercussions politiques que pourrait avoir sur l'opinion que se font de la Communauté ses partenaires, et singulièrement les pays d'Europe désireux d'y adhérer, l'impression qui pourrait se créer que le point de vue de M. Barre est partagé expressément ou tacitement par la Commission ou même seulement toléré par celle-ci ?

Embargo : le 31 janvier 1969

EUROPÄISCHES PARLAMENT

Schriftliche Anfrage Nr. 306/68

von Herrn Kriedemann

an die Kommission

der Europäischen Gemeinschaften

Betrifft: Supranationalität der Gemeinschaften

Der Vizepräsident der Kommission der Europäischen Gemeinschaften, Herr Barre, hat am 10. Dezember 1968 in Brüssel vor einem grösseren Kreis seine persönliche Meinung - die zu vertreten sein unbestrittenes Recht ist - u.a. über den supranationalen Charakter der Gemeinschaften vorgetragen.

Nach dem Text, der durch das Kabinett des Herrn Vizepräsidenten verbreitet wurde, ist dieser der Meinung,

- dass sich bei der Organisation der Gemeinschaft das Problem der Supranationalität überhaupt nicht stelle,
- dass es sich dabei nur um den "Ausdruck eines ideologischen Konfliktes aus den fünfziger Jahren" handle, um "einen Kampf für oder gegen die Windmühlen der Supranationalität".
- dass schon die Römischen Verträge, aber auch ihre Anwendung in der bisherigen Praxis, bestätigen, dass sich die Unterzeichnerstaaten ihre Handlungsfreiheit gesichert haben,
- dass kein Mitgliedstaat heute bereit sei, eine supranationale Gemeinschaft hinzunehmen, weil sich keine Regierung in einer von ihr für ihr Land für besonders wichtig gehaltenen Angelegenheit der Entscheidung eines supranationalen Organs unterwerfen wolle,
- dass eine supranationale Organisation nicht funktionieren könne, und dass "jedermann das wisse", auch "wenn jedermann das Gegenteil immer wieder versichere".

Der Herr Vizepräsident der Kommission der Europäischen Gemeinschaften, Herr Barre, gibt weiter als seine Meinung bekannt, dass das Problem der Mehrheitsbeschlüsse oder der Einstimmigkeit die ihm zugeschriebene "quasi - theologische" Bedeutung nicht habe, wenn die Organe der Gemeinschaft die "Spielregeln" beachten. Dabei nennt er den Ministerrat nicht ein Gemeinschaftsorgan, sondern eine Versammlung der Vertreter der Mitgliedstaaten, während er das Europäische Parlament überhaupt nicht erwähnt. Dafür stellt er ausdrücklich fest, dass die von ihm erwähnten Gemeinschaftsorgane - der Rat und die Kommission - die "ausserordentliche Verantwortung der Staaten weder bedrohen noch kompromittieren dürfen".

Angesichts der besonderen Verantwortung für die Entwicklung der Gemeinschaft, die der Vertrag der Kommission zuweist, aber auch in Anbetracht der Tatsache, dass ein anderes Mitglied der Kommission einen anderen persönlichen Standpunkt vertreten hat, nämlich Herr Colonna di Paliano am 10. Januar 1969 in Hannover ¹⁾, aber vor allem wegen der seit der ausserordentlichen Ratssitzung am 29. und 30. Januar 1966 in Luxemburg akuten Krise der Gemeinschaft scheint es dem Fragesteller besonders dringlich, dass die Kommission der Europäischen Gemeinschaften ihren Standpunkt zu den Fragen bekannt gibt, die für das Wesen der Gemeinschaft und ihre Zukunftschancen von entscheidender Bedeutung sind.

1) Hinsichtlich des Problems der industriellen Entwicklung sollte erkannt werden, dass Supranationalität in diesem Zusammenhang kein Fetisch,

sondern eine Methode ist. Es gibt die zwischenstaatliche Methode, und es gibt die Gemeinschaftsmethode. Die Gemeinschaft kann mit der zwischenstaatlichen Methode nicht funktionieren.

Es ist nicht vertragskonform, dass der Rat Mehrheitsbeschlüsse da, wo dieses Verfahren anwendbar ist, vermeidet. Das veranlasst nämlich die Mitgliedstaaten, bei jeder Gelegenheit ihre Stimme gegen die der übrigen Staaten in anderen Angelegenheiten auszuhandeln und alle Fragen miteinander zu verquicken."

1. Schliesst sich die Kommission den Auffassungen ihres Vizepräsidenten Barre bezüglich der Bedeutung der Supranationalität und des Abstimmungsprinzips an?
2. Billigt sie auf diese Weise das praktische Ergebnis der Ratssitzung von Luxemburg und hält sie dieses Ergebnis - sowie es seitdem vom Rat praktiziert wird - mit dem Geist des Vertrages und den Notwendigkeiten der Gemeinschaft für vereinbar?
3. Wenn die Kommission den von ihrem Vizepräsidenten Barre vertretenen Standpunkt auch nur für diskutabel hält, welche Definition gibt sie dann ihrer Rolle, insbesondere gegenüber dem Rat als einer Versammlung von Regierungsvertretern, die nach der Überzeugung von Herrn Barre nicht bereit sind, von ihnen für wesentlich gehaltene nationale Interessen den gemeinsamen Interessen, von denen die Politik der Gemeinschaft bestimmt sein muss, unterzuordnen?
4. Wie beurteilt die Kommission die politischen Auswirkungen auf die Einschätzung der Gemeinschaft durch ihre Partner, insbesondere die beitrittswilligen europäischen Länder, wenn der Eindruck entstehen würde, dass die von Herrn Barre vertretene Auffassung ausdrücklich oder stillschweigend von der Kommission geteilt oder auch nur hingenommen wird?

Sperrfrist: 31. Januar 1969